

## VINGT-DEUX ANS APRÈS SA CHUTE

## Noriega extradé vers le Panama

**L'ex-dictateur du Panama Manuel Noriega a quitté hier la France, où il était détenu depuis 2010 après 20 ans de prison aux Etats-Unis, pour être extradé vers son pays où il devrait encore aller en prison pour des disparitions d'opposants.**

L'avion de la compagnie espagnole Iberia dans lequel se trouvait M. Noriega, selon un membre de la délégation panaméenne qui l'accompagnait, a décollé vers 8h (7h GMT) de l'aéroport de Paris-Orly pour Madrid, où un vol était prévu à 12h40 (11h40 GMT) pour le Panama, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Finalement, ce vol, également assuré par Iberia, a décollé de l'aéroport de Madrid-Barajas à 13h57 heure locale (12h57 GMT), selon le site internet d'AENA, le gestionnaire de l'aéroport.

Pendant l'escale à Madrid, M. Noriega était sous la garde de la police espagnole, a indiqué l'agence de presse espagnole EFE, citant des sources aéroportuaires.

Manuel Noriega, 77 ans, était attendu au Panama en fin de journée, a précisé le ministre panaméen des Affaires étrangères, Roberto Henriquez.

«Je suis dans l'avion» avec Manuel Noriega à Orly, a déclaré à l'AFP un membre de la délégation panaméenne qui l'accompagne, sous couvert de l'anonymat.

«Les autorités françaises ont remis ce matin Manuel Noriega aux autorités panaméennes en vue de son extradition au Panama», a confirmé à l'AFP Bruno Badré, porte-parole du ministère français de la Justice.

Renversé il y a 22 ans par ses anciens alliés américains, Manuel Noriega devrait purger dans son pays trois peines de 20 ans de prison pour des disparitions d'opposants. Les autorités souhaitent le juger pour d'autres faits commis durant ses années au pouvoir, marquées par de multiples violations des droits de l'homme.

Il était détenu depuis 2010 à la prison parisienne de la Santé pour blanchiment d'argent, après avoir passé plus de 20 ans en cellule aux Etats-Unis pour trafic de drogue.

Une voiture escortée de véhicules de police avait quitté la prison à l'aube et s'était garée sur le tarmac près de l'avion d'Iberia, ont constaté des journalistes de l'AFP.

La cour d'appel de Paris avait rendu le 23 novembre un avis favorable à son extradition, ouvrant la voie au retour dans son



Photo : DH

pays du général qui a dirigé le Panama d'une main de fer entre 1983 et sa destitution par les Etats-Unis en décembre 1989.

Une délégation panaméenne composée de membres du ministère des Affaires étrangères, de policiers et de médecins se trouvait à Paris depuis une semaine afin de réaliser les démarches administratives et médicales nécessaires à son extradition.

Selon une source à la chancellerie panaméenne, la santé de l'ancien dictateur est compatible avec son extradition.

Le retour de cet ancien agent de la CIA, devenu ennemi juré des Etats-Unis, suscite quelques inquiétudes au Panama, au regard des secrets qu'il pourrait détenir sur des figures politiques et de grandes fortunes édifiées sous son régime.

D'anciens opposants à l'ex-dictateur ont prévu d'organiser une manifestation le jour de son retour, dans le secteur bancaire de la capitale, à l'endroit où se déroulaient dans les années 80 les manifestations pour demander la fin du régime militaire (1968-

1989). Le président du Panama, Ricardo Martinelli, a déclaré vendredi que M. Noriega irait «directement en prison». Mais l'ex-dictateur pourrait demander à être assigné à résidence en vertu d'une loi qui autorise les condamnés de plus de 70 ans à demander à purger leur peine à domicile.

En prison, il doit être détenu dans une cellule «individuelle» et «simple», disposant de ses propres sanitaires, «à proximité des différents ateliers et salles de cours», selon la ministre panaméenne de l'Intérieur, Roxana Mendez.

Il sera traité «dans les mêmes conditions que les autres (détenus) du centre de détention d'El Renacer», situé dans le nord-ouest de la capitale, a assuré la ministre, alors que plusieurs proches de victimes de la dictature ont dit craindre qu'il ne bénéficie d'un traitement de faveur.

Le directeur de l'Administration pénitentiaire, Angel Calderon, a précisé que du fait du statut de Manuel Noriega, les mesures de sécurité «seront renforcées» et qu'il serait «isolé» des autres détenus.

## 30 ans après, le général Jaruzelski défend la loi martiale et s'excuse

**Trente ans après avoir décrété la loi martiale en Pologne, le général Wojciech Jaruzelski a une nouvelle fois défendu hier ses décisions de l'époque tout en demandant pardon à ceux qui en ont été victimes, dans une déclaration à la chaîne Radio Zet.**

«C'était une nécessité. Si je devais une nouvelle fois prendre la décision dans les mêmes conditions, je ferais la même chose», a déclaré le général Jaruzelski, 88 ans, dans un message diffusé deux jours avant le 30<sup>e</sup> anniversaire de l'état de siège imposé par le pouvoir communiste pour mater Solidarité, le premier grand mouvement indépendant du bloc soviétique. L'ancien homme fort a évoqué «les dangers croissants internes et exté-

rieurs et les difficultés de la vie quotidienne» comme motifs de ses décisions de 1981.

«La loi martiale était un salut face à la menace d'une catastrophe à dimensions multiples», a-t-il souligné. «Je continue à demander pardon à tous ceux qui ont connu des injustices», a ajouté le général d'une voix légèrement essoufflée mais vive, malgré son état de santé très délicat.

Le général Jaruzelski souffre d'un lymphome. Le 13 décembre 1981, l'armée investit les villes avec des chars d'assaut et véhicules blindés. Le couvre-feu est mis en place, les droits civiques sont réduits, les grèves interdites.

Des secteurs entiers de l'économie nationale sont soumis à un régime de gestion militaire. Des milliers de personnes, dont Lech

Walesa, sont internés. Tout acte de résistance est sévèrement réprimé. Des arrestations et licenciements massifs se multiplient. On estime à une centaine le nombre de personnes tuées par la loi martiale. Cette décision est intervenue au milieu des pressions de l'Union soviétique, préoccupée par les désirs d'émancipation des Polonais. Argument que le général Jaruzelski cite depuis des années pour se justifier.

La loi martiale est levée le 22 juillet 1983. Six ans plus tard, le général Jaruzelski accepte de partager le pouvoir avec l'opposition anticommuniste, avant de s'effacer de la vie publique. En 1990, Lech Walesa devient président à l'issue d'une élection démocratique. En 1999, la Pologne rejoint l'Otan et en 2004, l'Union européenne.

## PRÉSIDENTIELLE AUX ÉTATS-UNIS

## Romney attaqué pour un pari à 10 000 dollars

**Le millionnaire Mitt Romney, candidat à l'investiture républicaine pour la présidentielle de 2012, était la cible de vives critiques hier, pour avoir proposé à son rival Rick Perry un pari de 10 000 dollars, une grosse somme pour beaucoup d'Américains.**

Les plus prompts à critiquer M. Romney ont été les démocrates, pour sa remarque maladroite lors d'un débat samedi soir à Des Moines (Iowa, centre) entre six candidats républicains à l'investiture.

«M. Romney, 200 fois millionnaire, a eu la parole la plus déconnectée de la réalité dans ce débat, proposant de parier

10 000 dollars avec Rick Perry, comme si c'était quelque chose qu'il faisait tout le temps», a indiqué la présidente du Parti démocrate, Debbie Wasserman Schultz, dans un communiqué.

La démocrate a ajouté que, selon elle, aucun des républicains n'a proposé de solutions pour aider les Américains de la classe moyenne en difficulté

financière.

Les commentaires sur le pari de 10 000 dollars ont aussi été abondants depuis samedi soir sur Twitter, au point d'être regroupés sous la dénomination «iWhat10kbuys» (ce qu'on peut acheter avec 10 000 dollars).

Le directeur de la communication du Parti démocrate, Brad Woodhouse, a indiqué sur Twitter que M. Romney allait «posséder» cette remarque pour le reste de la campagne. «Rien d'autre de ce qu'il a dit n'a d'importance», a-t-il ajouté.

Les démocrates s'en prennent

à M. Romney depuis plusieurs jours, en espérant que l'actuel favori Newt Gingrich — considéré comme plus facile à battre lors d'une élection générale — remportera l'investiture républicaine et sera le candidat républicain.

Les «caucus» de l'Iowa, qui se tiendront le 3 janvier, seront la toute première consultation dans le long processus mené Etat par Etat, qui s'étendra jusqu'à l'été, pour désigner un candidat républicain en vue d'affronter le président Barack Obama à la présidentielle du 6 novembre 2012.

## Tunisair reprend mardi ses vols sur Tripoli

La compagnie aérienne tunisienne Tunisair a décidé de reprendre mardi ses vols sur Tripoli, interrompus depuis le 27 novembre pour des raisons de sécurité, a indiqué hier à l'AFP son représentant en Libye, Jalal El Ourari.

«Nous allons reprendre mardi avec un vol Tunis-Tripoli et à partir de mercredi la compagnie continuera à desservir la capitale libyenne avec son rythme habituel de deux vols par jour», a déclaré M. Ourari.

Le 27 novembre, Tunisair avait annoncé la suspension de ses vols sur

Tripoli pour des raisons de sécurité, après qu'un de ses avions, un Airbus A

320 avec 50 passagers à son bord, ait été bloqué plusieurs heures à l'aéroport de Mitiga, à Tripoli, par des jeunes Libyens qui protestaient contre des violences à Bani Walid, un ancien bastion de Mouammar Kadhafi.

Selon Tunisair, l'avion transportait 43 blessés libyens partis se faire soigner en Tunisie, et sept Tunisiens.

Selon M. Ourari, les appareils de Tunisair devraient atterrir à l'aéroport international de Tripoli et non à Mitiga.

La reprise des vols a été décidée suite à une mission d'audit sur la sécurité de l'aéroport effectuée par une équipe d'experts de la compagnie, a-t-il précisé.